

ECO

CESSEZ-LE-FEU MAINTENANT

eco@climateactionnetwork.org • www.climateactionnetwork.org/eco-newsletter • 9 décembre 2023

ECO a été publié par des groupes environnementaux non gouvernementaux lors de la plupart des conférences internationales depuis la Conférence sur l'environnement de Stockholm en 1972. ECO est produit en coopération par le Réseau Action Climat lors des réunions de la CCNUCC à Dubaï lors des réunions COP 28.

Éditorial : Andres Fuentes Production : Verity Martin

Pour parler sur le climat ou Jamboree commercial sur les combustibles fossiles ? Comment réussir la prochaine fois

Alors que la deuxième semaine de ce jamboree de la COP s'accélère, une chose est claire : il est temps de réfléchir à la manière de faire en sorte que les pays hôtes et les présidences de la COP (et non, elles ne sont pas toujours les mêmes) fassent ce que l'Accord de Paris les oblige à faire : respecter pleinement les droits de l'homme et garantir un espace civique ouvert et transparent.

Alors que la Déclaration universelle des droits de l'homme existe depuis 75 ans, certaines présidences avaient apparemment besoin d'un rappel : en juin, la CCNUCC a réitéré que ses réunions devraient être convoquées dans un lieu où les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont promus et protégés. Une règle très fondamentale consiste à rendre public l'accord du pays hôte (HCA) pour les COP. ECO a cherché et cherché celui de la COP28, des coins du B6 jusqu'au sous-sol du B1 : il est introuvable. La CCNUCC dit à ECO que cela peut être demandé au système des traités des Nations Unies, mais elle ne sait pas comment cela peut être fait. C'est comme essayer de trouver le B7 sans une route en briques jaunes.

Nous savons tous désormais qu'il ne peut y avoir de justice climatique sans droits de l'homme, et nous ne pouvons tout simplement pas laisser des présidences de COP violer les droits de l'homme fondamentaux. Alors, de quoi avons-nous besoin pour que la prochaine COP rétablisse la confiance dans le processus et garantisse que nous obtenons l'action climatique dont nous avons besoin ? ECO a quelques idées (cela peut paraître beaucoup mais bon, vous nous avez donné plus de 30 ans pour y réfléchir).

Examiner le bilan des présidences candidates en matière de droits de l'homme. Si

les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique ne sont pas respectées, alors les partis n'ont d'autre choix que de faire pression pour des réformes significatives et durables. Les observateurs ne devraient pas avoir peur de ne pas participer ou de s'autocensurer lorsqu'ils sont dans le pays, craignant pour leur vie et leur sécurité, y compris lorsqu'ils rentrent chez eux.

Réduisez le COP. Ce jamboree annuel est-il vraiment nécessaire ?

ECO se soucie davantage de ce qui se passe dans les salles de négociation que du nombre de barils de pétrole qui peuvent être vendus ou des dollars collectés pour investir dans des distractions dangereuses. Des COP plus petites signifient qu'un plus grand nombre de pays peuvent se permettre d'en accueillir – après tout, les pays devraient investir dans l'atténuation, l'adaptation et le développement durable, plutôt que de veiller à ce que des milliers de délégués étrangers puissent rentrer chez eux avec un joli sac de cadeaux pour la COP.

Mettre en place une politique en matière de conflits d'intérêts. ECO a salué les nouvelles exigences de transparence de la CCNUCC – elles ont certainement rendu beaucoup plus facile le décompte des près de 2 500 lobbyistes des combustibles fossiles à la COP28 – mais il en faut davantage pour réellement expulser les gros pollueurs. Laisseriez-vous les compagnies de tabac négocier pour mettre fin au tabagisme ? Nous avons besoin d'une définition claire, y compris pour les responsables élus de la CCNUCC, et d'un cadre d'engagement solide assorti d'un solide mécanisme de responsabilisation.

Les violations doivent avoir des conséquences.

Jetez l'argent des pollueurs.

Aucune COP ne devrait être sponsorisée par des fossiles

sociétés pétrolières - que ce soit directement ou par le biais d'autres formes de subventions directes ou indirectes telles que des partenariats public-privé, ou des prêts de personnel par le biais de détachements de personnel et de contrats de conseil auprès de l'une ou l'autre des parties ou des pays hôtes.

Publiez le HCA. Ne le cachez pas derrière un système labyrinthique qui sape la volonté de vivre de quiconque essaie de s'y retrouver. Si un pays hôte respecte véritablement ses obligations en matière de droits de l'homme, qu'a-t-il à cacher ? ECO aimerait les voir tous, s'il vous plaît.

Rendre les COP accessibles à tous. Société civile, peuples autochtones, jeunes et vieux, personnes handicapées, de toutes orientations sexuelles et identités de genre : ils devraient tous avoir un accès égal. Des exigences d'accessibilité à la nourriture abordable, en passant par les hôtels et l'assistance pour les questions de visa, tout cela devrait figurer sur la liste de choses à faire pour tout hôte. Les pays hôtes ont l'obligation d'accueillir tous ceux qui souhaitent y assister – ce qui signifie qu'un cours d'écoute active peut s'avérer nécessaire, ainsi qu'un engagement ferme à respecter les droits de l'homme. Oh, et un dernier point : la prochaine fois que vous inviterez 70 000 personnes à une fête, cela vaut peut-être la peine de vérifier la taille de la piste de danse. Un nombre suffisant de places assises dans les salles de négociation est crucial pour une participation significative. Une présence payante devient une présence symbolique – en plaçant un bouclier opaque devant le transparent.

« Retards dans les superproductions : les 50 ans de l'Arabie saoudite Saga cinématographique de l'obstruction »

ECO, tel un bibliothécaire chevronné possédant des étagères remplies d'histoires sur le climat, se souvient de tout depuis ses débuts en 1972 et la première de la CCNUCC à la conférence de Rio en 1992. Dans cette longue saga, le Royaume d'Arabie Saoudite (Arabie Saoudite) a souvent été présenté comme le coupable, connu pour tisser des toiles de désinformation, bloquer la voie au progrès climatique et défendre l'utilisation illimitée des combustibles fossiles, en particulier du pétrole. Détenant 20 % des réserves mondiales de pétrole, le rôle de l'Arabie Saoudite s'apparentait à celui d'un dragon thésaurisant ses trésors, leur utilisation menaçant notre budget carbone collectif pour l'objectif de 1,5°C.

Avance rapide jusqu'en 2019, lors de la COP à Madrid, le décor était planté pour un moment culminant avec le rapport révolutionnaire du GIEC sur 1,5°C. Cependant, l'Arabie saoudite, toujours sceptique, a rejeté ce texte scientifique critique en le qualifiant de simple « accord gentleman », sapant son fondement dans les négociations sur le climat.

Avec une histoire d'amplification des émissions de CO2 de 10 à 18 tonnes par habitant entre 1998 et 2022, la position de l'Arabie Saoudite a été une constante

un défi au chœur du consensus scientifique – un récit qu'ECO a soigneusement documenté au fil des décennies.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite s'oppose à tout discours sur l'élimination ou la réduction progressive des combustibles fossiles, et ne fait pas partie des 123 pays qui soutiennent désormais le triplement de la capacité d'énergie renouvelable et le doublement de l'efficacité énergétique d'ici 2030 dans le monde.

L'Arabie Saoudite, qui porte le costume de leader du groupe arabe, se retrouve dans un rôle qui pourrait soit voler la vedette, soit baisser le rideau sur le complot ambitieux des Émirats arabes unis. Soutenu par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'objectif clair et simple des Émirats arabes unis implique un changement radical : éliminer progressivement les combustibles fossiles conformément à l'objectif de 1,5°C au cours de cette décennie. C'est comme choisir entre s'en tenir à un vieux classique ou adopter un nouveau blockbuster.

Maintenant, imaginez les nations arabes comme un public, chacune avec un pot de pop-corn de possibilités. Ils sont à la croisée des chemins : suivre l'exemple des Émirats arabes unis, ce qui revient à opter pour une expérience IMAX 3D, ou laisser l'Arabie saoudite continuer à projeter les films en noir et blanc.

Ce choix ne concerne pas seulement les succès au box-office ; il s'agit de leur propre arrière-cour. De nombreux pays arabes, comme des acteurs prêts à changer de rôle, ont le potentiel de passer d'un drame sur les combustibles fossiles à une comédie romantique sur les énergies renouvelables, offrant la sécurité énergétique et une fin heureuse pour la région et le monde.

Mais voici le cliffhanger : l'Arabie Saoudite continuera-t-elle à jouer le rôle d'antagoniste de ce rêve ambitieux, ou rejoindra-t-elle le casting principal dans un engagement à éliminer progressivement les combustibles fossiles d'ici le milieu du siècle ? C'est crucial parce que le monde arabe ne se contente pas de regarder cette émission ; ils en font partie. Leurs communautés sont en première ligne du changement climatique, vulnérables à ses rebondissements.

Cette COP pourrait être la finale de la saison où la région MENA décide de renverser la situation. C'est une opportunité pour les pays arabes de se mettre à la place des Émirats arabes unis, en se fixant une ambition élevée qui pourrait faire de cet épisode un succès historique - non seulement pour la région, mais pour le public mondial. Il s'agit de faire un choix qui pourrait transformer une tragédie climatique en une histoire de réussite.

Retenez votre souffle pour l'article 6 !

Voici un exercice amusant que tout le monde peut essayer aujourd'hui : essayez de respirer extrêmement vite pendant 1 minute, comme si vous deviez absorber tout l'oxygène dont vous avez besoin pendant les 5 minutes suivantes, puis arrêtez complètement de respirer pendant les 5 minutes restantes. ALLER!

Est-ce que ça a marché ? Probablement pas... ECO l'appelle la technique de respiration « gramme-minute », une mesure innovante de l'apport en oxygène. Elle s'inspire de la méthode de comptabilisation « tonnes-années » que certaines Parties tentent de ramener dans le cadre de l'article 6 et qui tente de mesurer les bénéfices du stockage du carbone à court terme.

L'affirmation est que stocker 300 tCO2 pendant 1 an équivaldrait à stocker 1 tCO2e pendant 300 ans.

Si la technique de respiration d'ECO vous fait suffoquer,

vous pouvez comprendre ce que ressent la planète à propos de la comptabilité des tonnes-années.

"C'est idiot", dites-vous ? ECO est d'accord. Ou plutôt, ce n'est pas scientifique. Il y a eu de nombreux rapports sur les lacunes de la comptabilité tonne-année ainsi que des soumissions détaillées à l'Organe de Surveillance 6.4, ce qui a conduit le SB à mettre de côté la « tonne-année ». Certains pays réclament désormais son retour – ECO pense qu'il devrait rester là où le SB l'a laissé.

(N'essayez pas cela à la maison ! Les tentatives d'exécution de l'exercice de respiration d'un gramme-minute sont à vos propres risques. ECO n'accepte aucune responsabilité pour les délégués qui s'évanouissent en train de tenter cela dans le but de prouver leur point de vue.)



KEEP UP WITH DUBAI FROM
YOUR SMARTPHONE!

Améliorez-le, faites-le plus vite !

ECO a des nouvelles passionnantes pour vous. Nous savons que tout le monde attendait avec impatience les résultats de l'Indice de performance en matière de changement climatique (CCPI) de cette année, un instrument permettant la transparence des politiques climatiques nationales et internationales, et ils sont enfin là ! Dans sa 19e édition, le CCPI évalue les performances de 63 pays et de l'UE en matière d'atténuation du changement climatique, couvrant plus de 90 % des émissions mondiales de GES. Plus de 450 experts du climat ont évalué les politiques climatiques de ces pays.

ECO est choqué d'annoncer qu'après tout ce temps, aucun pays n'en fait assez pour prévenir un changement climatique dangereux ! Les « trois premiers » restent dans le classement

vide cette année.

Ce n'est pas un hasard si la majorité des pays peu performants dépendent fortement des combustibles fossiles, tant pour leur production que pour leur utilisation.

Arabie Saoudite (67ème et dernière place) - nous vous regardons particulièrement !

Et le Canada (62e), le Japon (58e), les États-Unis (57e) et l'Australie (50e) - ne pensez pas que nous vous oublions.

Voici un conseil ECO exclusif : si vous souhaitez monter dans le classement, il est temps de sortir des énergies fossiles ! Les combustibles fossiles sont mauvais pour le climat et pour votre classement CCPI.

Une étape cruciale et concrète lors de cette COP28 serait que la décision sur la TPS appelle à une élimination progressive rapide, complète, équitable et financée de tous les combustibles fossiles !

ECO souhaite voir une baisse d'au moins 40 à 45 % de la consommation et de la production de tous les combustibles fossiles d'ici 2030, conformément à des trajectoires inférieures à 1,5°C, avec les pays développés prenant l'initiative et fournissant des financements. Nous savons tous que la TPS influencera la nouvelle série de CDN et, soit dit en passant, la qualité des CDN est cruciale pour l'évaluation des prochains CCPI. Quelle belle opportunité d'être récompensé par un meilleur classement !

C'est aussi simple que ceci : si vous en faites plus, vous obtiendrez un meilleur classement. Félicitations au Danemark (4e place), à l'Estonie (5e), aux Philippines (6e) et à l'Inde (7e). Mais ne vous reposez pas sur vos lauriers : les trois premières places sont toujours gratuites pour une bonne raison !

Écoutez le président du Kenya : énorme augmentation dans les remboursements de dettes

« En raison de la hausse des taux d'intérêt, les remboursements de la dette de l'Afrique atteindront 62 milliards de dollars cette année, soit une hausse de 35 % par rapport à 2022. » Cette remarque inspirante du président kenyan William Ruto lors du Sommet africain sur le climat à Nairobi a attiré l'attention sur les inhibitions manifestement évidentes de la capacité des pays à s'adapter au changement climatique en raison des charges financières.

« Si vous ne résolvez pas le problème de la dette, vous ne pourrez pas résoudre le problème climatique », a poursuivi Ruto. Des préoccupations similaires ont

été exprimées lors de la COP28 lors du dialogue ministériel de haut niveau et exprimées par les négociateurs des pays en développement au sein du Comité permanent des finances, du financement à long terme et des nouveaux objectifs collectifs quantifiés (NCQG).

Dans un récent rapport de l'OCDE, ECO a constaté que les prêts représentaient plus des deux tiers du financement public climatique en 2021, tandis que les subventions représentaient moins de 30 % (20,1 milliards de dollars). Selon le rapport parallèle d'Oxfam, 31 % du financement climatique a été fourni sous forme de prêts concessionnels et jusqu'à 42 % sous forme de prêts non concessionnels en 2019-2020. Comme un prêt au logement, les prêts climatiques sont censés être remboursés avec des taux d'intérêt. Comptabiliser la pleine valeur nominale des prêts comme un financement climatique



exagère largement les contributions aux 100 milliards de dollars promis, un précédent que le CEO juge trompeur.

Les hausses significatives des taux d'intérêt sur les marchés mondiaux des capitaux impliquent des remboursements plus élevés et une nouvelle augmentation de la dette publique. Après dix ans de taux d'intérêt proches de zéro, les prêts climatiques non concessionnels reflètent la hausse soudaine du taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine à 5 % en réponse à une inflation élevée.

Confrontés à des options limitées, les demandeurs de prêts doivent choisir entre un changement climatique défavorable ou accepter des remboursements d'intérêts exorbitants. Actuellement, la Banque mondiale accorde à la BIRD des prêts flexibles sur 20 ans avec des taux d'intérêt de près de sept pour cent - ce qui équivaut à faire transpirer les emprunteurs.

d'effectuer des remboursements totaux à un niveau d'environ 40 pour cent supérieur aux échéances des dix dernières années !

Prendre des mesures climatiques transformatrices tout en gérant les dépenses publiques pour l'éducation, les secteurs sociaux, la santé et bien d'autres encore sera encore plus difficile face à la hausse des taux d'intérêt.

De nouveaux pays rejoindront sûrement les 38 pays déjà en surendettement ou à haut risque. ECO suggère plutôt de prescrire une « médecine préventive » pour limiter, voire éviter, les prêts non concessionnels accordés à des taux d'intérêt plus élevés sur les marchés des capitaux. Il est certainement injuste que les pauvres et les vulnérables des pays les moins avancés, qui ont contribué à des émissions négligeables, se voient maintenant demander de rembourser l'argent dépensé pour l'adaptation et la résilience avec des taux d'intérêt prédateurs.

ECO fait écho aux ministres des pays en développement : nous avons besoin d'une réelle augmentation des ressources publiques basées sur les subventions pour l'adaptation et la résilience. Nous implorons les pays développés de se conformer à l'accord visant à doubler le financement de l'adaptation. Si le financement de l'adaptation reste insuffisant, l'intégrité du NCQG actuellement négocié compromet la finalisation de tout accord lors de la COP29 de l'année prochaine !



Il n'y a pas de justice climatique sans droits de l'homme, Le fossile du jour est attribué à Israël

Premier finaliste - Russie

La Russie semble perdue... ou du moins confuse quant à la raison pour laquelle nous sommes tous à Dubaï, alors qu'elle continue de conclure des accords sur les combustibles fossiles au lieu de prendre des engagements significatifs en matière de climat.

Alors que le monde se concentre sur les négociations climatiques, Poutine s'est montré aux Émirats arabes unis pour de mauvaises raisons ; pour discuter de nouveaux accords pétroliers avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Heureusement pour lui, nous ne faisons pas partie des 100 pays qui reconnaissent le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale.

La Russie est réputée pour ses joueurs d'échecs talentueux, mais soyons réalistes, Poutine n'est pas Anatoly Karpov.

Dans un pays où près de la moitié du budget fédéral provient des revenus générés par les combustibles fossiles, dont 40 % sont alloués au financement de la guerre en Ukraine et d'autres conflits armés dans le monde, il utilise les combustibles fossiles comme un élément clé du jeu géopolitique, en militarisant leur approvisionnement avec conséquences désastreuses pour le climat.

L'opposition de la Russie au texte d'élimination progressive lors de la COP28 est motivée par une recherche égoïste du profit au détriment des populations et du climat. Leur examen minutieux de l'objectif de triplement des énergies renouvelables sape encore davantage les négociations. Ce n'est pas ainsi que vous exécutez un Queen's Gambit.

C'est pourquoi la Russie a reçu le titre de Fossile du jour pour avoir déployé plus d'efforts dans l'exportation de combustibles fossiles que dans le soutien aux solutions climatiques. Il est temps de mettre fin aux combustibles fossiles, rapidement, équitablement, financés, féministes, pour toujours et de réaliser une transition juste et équitable vers une énergie 100 % renouvelable.

Deuxième finaliste - Australie

L'Australie a laissé tomber ses amis et ses voisins. Le comité de surveillance du quartier doit convoquer une réunion d'urgence pour discuter de l'état de leur jardin. Pour être de bons voisins et assumer leurs responsabilités en tant que membres de la « famille du Pacifique », nos amis d'outre-mer doivent agir dès maintenant pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et payer pour leurs contributions historiques et actuelles à la crise en contribuant au Fonds des pertes et dommages. .

Financer de maigres contributions à son propre Fonds de résilience du Pacifique et au Fonds vert pour le climat tout en subventionnant l'industrie du charbon et du gaz à hauteur de MILLIARDS chaque année n'est pas ce que fait un bon voisin. Les 150 millions de dollars australiens contenus dans leur programme de financement du climat dans le Pacifique, c'est comme oublier d'apporter quelques bières au barbecue du quartier. L'ordre de valeur de l'Australie est évident. En tant que troisième exportateur de combustibles fossiles, il doit être tenu responsable de ses actes. La crise climatique a des conséquences dévastatrices sur la communauté du Pacifique.

Fossil of the Day aime apporter de la légèreté et de l'humour aux espaces de la CCNUCC, cependant, nous ne trouverons aucun humour dans le prochain prix.

Fossile du jour - Israël

Soyons clairs, il n'y a pas de justice climatique sans droits humains. Il ne peut y avoir de paix sans justice. À seulement 2 500 kilomètres du lieu de la COP28, des hostilités à Gaza et

Israël a provoqué d'épouvantables souffrances humaines, destructions physiques et environnementales et traumatismes collectifs à travers Israël et les territoires palestiniens occupés.

La communauté internationale a la responsabilité d'user de toute son influence pour empêcher une nouvelle escalade et soutenir la fin de cette crise. Au fil des années, le conflit israélo-palestinien a donné lieu à de nombreuses violations des droits humains et a profondément affecté la vie de milliers de personnes au fil des générations. Selon diverses organisations de défense des droits de l'homme et rapports des Nations Unies, ces violations ont été véritablement dévastatrices et se poursuivent.

Toutes les nations ont la responsabilité de veiller au respect des lois internationales et de mettre un terme au désastre humanitaire en cours à Gaza. Aujourd'hui, alors que nous nous concentrons sur les jeunes et les enfants, le contraste entre les dépenses militaires et le besoin urgent de financement climatique devient encore plus frappant.

Cette COP, qui se déroule dans un tel contexte, est un rappel brutal de l'interdépendance de la justice climatique, des droits de l'homme et de la nécessité d'un engagement mondial en faveur de la paix et de la durabilité.

Nous décernons le Fossile du jour à Israël en reconnaissance des nombreux impacts de ce conflit. Nous sommes aux côtés de ceux qui pleurent et craignent pour leurs proches et nous joignons à l'appel à la paix et à la sécurité, où les droits de tous sont respectés sans distinction.

Cessez-le-feu maintenant.

**Want to talk about climate justice? Check out
the Civil Society Climate Justice Hub**

Find us in Blue Zone, B7, Building 88 ("Energy, Finance), top floor"

Check out
our events
schedule

